

ministre du Travail. Le président du Conseil économique, M. Deutsch, a-t-il présenté des instances au ministre au sujet des graves divergences de vues sur la politique en matière de main-d'œuvre qui semblent exister entre le ministère du Travail et le Conseil économique du Canada.

L'hon. A. J. MacEachen (ministre du Travail): Non, monsieur l'Orateur, je ne me suis pas entretenu de cette question avec M. Deutsch.

SITUATION DES EMPLOYÉS DU SERVICE NATIONAL DE PLACEMENT CONSÉCUTIVE À LEUR TRANSFERT

A l'appel de l'ordre du jour.

M. D. M. Fisher (Port-Arthur): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre du Travail. Étant donné que le Service national de placement lui sera bientôt confié, pourrait-il nous donner une idée de ce que sera le statut du chef de ce service, et compte-t-il faire une déclaration prochaine quant aux rapports du Service national de placement avec les autres services de son ministère, étant donné surtout qu'il fera double emploi avec la politique relative à la main-d'œuvre?

L'hon. A. J. MacEachen (ministre du Travail): Monsieur l'Orateur, je ferai une déclaration avant la date d'entrée en vigueur du changement, soit le 1^{er} avril, indiquant le statut qu'aura ce service dans le ministère et ses liens avec les hauts fonctionnaires du ministère.

M. Fisher: Une question complémentaire. Étant donné l'intérêt que le Congrès du travail du Canada et le conseil économique témoignent au Service national de placement, le ministre songe-t-il à donner au chef du Service national de placement le statut de sous-ministre?

L'hon. M. MacEachen: Non, monsieur l'Orateur, la chose n'a pas été envisagée.

(Plus tard)

M. H. Russell MacEwan (Pictou): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser au ministre du Travail une question inspirée de la réponse qu'il vient de donner à l'honorable député de Port-Arthur. Le ministre voudra-t-il inclure dans la déclaration qu'il a l'intention de faire avant le 1^{er} avril au sujet du Service national de placement, les faits relatifs à la question que je lui ai posée quant aux surnuméraires qui relèveront de lui par suite du transfert de compétence de la Commission d'assurance-chômage à son ministère?

[M. Orlikow.]

L'hon. M. MacEachen: Oui, monsieur l'Orateur. Je voudrais signaler à l'honorable député de Pictou qu'en son absence, il y a plusieurs jours, j'ai répondu à la question précise qu'il avait posée antérieurement à l'égard du nombre de personnes impliquées dans ce transfert et il pourra trouver ces renseignements dans le Hansard.

M. MacEwan: Monsieur l'Orateur, j'ai été à la Chambre continuellement, sauf pendant une courte période de temps où j'étais dans ma circonscription électorale, à la suite de la visite du ministre, afin de vérifier certaines questions.

L'hon. M. MacEachen: Monsieur l'Orateur, je n'avais aucunement l'intention de blesser l'honorable député quand j'ai commenté sa question. (Exclamations)

LE QUÉBEC—PALLIATIFS DU CHÔMAGE

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Théogène Ricard (Saint-Hyacinthe-Bagot): Monsieur l'Orateur, j'aimerais demander au ministre s'il a déterminé quels projets seront mis en œuvre pour combattre le chômage dans la province de Québec? Le chômage atteint 39 p. 100 de la main-d'œuvre dans tout le Canada et il est temps de faire quelque chose...

M. l'Orateur: A l'ordre!

L'hon. M. Ricard: ...pour aider les chômeurs de cette province.

M. l'Orateur: A l'ordre! Si je ne me trompe, cette question a été posée au moins une fois par semaine depuis trois semaines, toujours avec le même résultat.

L'hon. M. Churchill: Pas de réponse.

M. l'Orateur: La question est beaucoup trop vaste pour qu'on puisse y répondre à l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. M. Ricard: Peut-être, monsieur l'Orateur—et loin de moi l'intention de mettre en doute votre jugement—mais j'ai tenté maintes et maintes fois d'obtenir une réponse du ministre, sans jamais y arriver.

M. l'Orateur: A quoi le député veut-il en venir?

L'hon. M. Ricard: Je veux que le ministre nous dise ce qu'il se propose de faire.

LA ROUTE TRANSCANADIENNE

NOUVELLE-ÉCOSSE—COMMISSIONS ILLÉGALES EXIGÉES DE CAMIONNEURS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Gérald A. Regan (Halifax): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question